



방송통신심의위원회

**Combattre la diffusion non consensuelle de
contenus intimes en ligne :**

**une déclaration conjointe entre le KCSC et
Point de Contact**

21 septembre 2022

Avec les progrès de la mondialisation et l'évolution des nouvelles technologies, Internet est devenu un support essentiel de la société et un forum de discussion qui transcende le temps et l'espace. Les utilisateurs jouissent désormais d'un nouveau mode de vie dans le Cyberespace : ils ne se limitent pas aux communications électroniques mais participent à l'émergence de nouveaux écosystèmes, conçoivent de nouvelles activités et s'identifient à des groupes, tout en explorant un concept différent de l'espace et de l'échange.

Cependant, l'Internet a également créé de nouveaux risques pour notre vie quotidienne. Certains utilisateurs créent, enregistrent ou diffusent des contenus à caractère sexuel d'autres personnes sans leur consentement, et ce afin de les exploiter, de leur nuire, ou encore, d'obtenir un gain financier. La création, l'enregistrement ou la diffusion de tels contenus est un délit.

Aujourd'hui encore, des contenus nommés "sex crime information" en Corée et "diffusion non consensuelle de contenus intimes¹" en France continuent de circuler sur Internet. Ces termes désignent toute image ou vidéo à caractère sexuel d'une personne diffusée sans son consentement, y compris les "deepfakes" (contenus digitalement altérés afin de produire des contenus sexuels d'une personne), entre autres. Les victimes éprouvent une peur constante et un sentiment d'impuissance face à une telle diffusion ainsi qu'aux conséquences qu'elles peuvent avoir dans leurs vies. Il est ainsi impératif de s'attaquer rapidement et efficacement à ce phénomène.

¹ "Image-based abuse" est le terme anglais utilisé pour définir ce type de contenus, dont la définition littéraire est "abus basés sur l'image".

Le nombre de signalements n'ayant cessé d'augmenter, cette pratique est devenue un problème sociétal grave face auquel nous nous engageons à trouver des moyens efficaces pour coopérer au-delà des frontières, afin de faire retirer les contenus mais également d'apporter un soutien aux victimes.

La Korea Communications Standards Commission (KCSC) et Point de Contact mettent à disposition des internautes des services de signalement en ligne et participent ainsi à la création d'un environnement en ligne plus sûr en République de Corée et en France.

Depuis leur création, ces deux organisations agissent pour la sauvegarde de la liberté d'expression et la protection des droits des utilisateurs, tout en promouvant une culture de sécurité dans les communications en ligne. En tant que membres de longue date d'INHOPE (le réseau international de hotlines œuvrant au retrait de contenus d'exploitation sexuelle de mineurs), elles prônent la protection et le respect des enfants. Les deux organisations sont fermement convaincues que tout citoyen, quel que soit son âge ou son sexe, devrait jouir des mêmes droits en ligne et hors ligne.

Cette déclaration conjointe s'inscrit dans le cadre de la coopération solidaire mondiale préconisée par la déclaration bilatérale conjointe que le KCSC de la République de Corée et le e-Safety Commissioner de l'Australie ont signé en novembre 2021 pour sensibiliser aux conséquences néfastes du partage non consenti de contenus intimes.

Afin d'éradiquer la diffusion non consensuelle de contenus intimes, nous nous engageons à :

1. Travailler ensemble pour sensibiliser aux conséquences néfastes causées par une telle pratique.
2. Coopérer pour retirer ces contenus illicites au regard des législations coréenne et française.
3. Renforcer la collaboration entre nos deux organisations en partageant les connaissances et les meilleures pratiques.
4. Promouvoir parmi les gouvernements, l'industrie technologique et la société civile une plus grande reconnaissance internationale quant à la nécessité de mettre fin à ces abus.

Tout en soutenant fermement les efforts de la Commission européenne pour lutter contre les contenus à caractère terroriste en ligne, KCSC et Point de Contact lancent un appel aux gouvernements, à l'industrie technologique et la société civile du monde entier à se joindre à nous et à prendre des mesures pour mettre fin à la création et à la diffusion non consensuelle de contenus intimes.

Signé

Jung Yun-Joo

Président, Korea Communications Standards Commission

Jean-Christophe Le Toquin

Président, Point de Contact